

Jean-Paul Damaggio

Ebénistes, typographes,
tuiliers, fabricants de balais
Quatre grèves historiques
en Tarn-et-Garonne
1903-1906

Point Gauche ! Editions
5 euros

à Hubert Delpont qui me mit sur la piste de Victor Griffuelhes

« Remerciements adressés à Griffuelhes pour l'amabilité avec laquelle il se mit à disposition du secrétaire de la Bourse du Travail de Montauban lorsque ce dernier l'invita à dire quelques mots d'encouragements aux camarades ébénistes en grève, et qui se trouvaient en réunion justement le soir de son passage dans notre ville ».

Compte-rendu de la réunion de la Bourse du Travail de Montauban le 21 janvier 1905

Avant-propos

A) Avril-mai 1903, grève des fabricants de balais de Grisolles

B) Août - Octobre 1904, grève des ébénistes de Montauban

C) Avril - Juin 1905, grève des typographes de Montauban

D) Juillet — Septembre 1906, grève des tuiliers de Moissac

Quelques leçons de ces conflits

Conclusion

Annexes

Avant-propos

C'est essentiellement par la lecture de la presse locale que j'ai pu retrouver le récit des quatre grèves évoquées. La presse républicaine (*Le Républicain, La Dépêche, L'Indépendant*) avait face à elle la droite forte au *Ralliement* comme à *La Croix* et le centre qui se manifestait par *La Tribune*. L'arrivée en avril 1905 du *Bulletin Officiel de la Bourse du Travail* apportera quelques éléments (c'est un modeste mensuel).

Cette Bourse est née en 1904 et vise à regrouper les syndicats du département en proposant des services : bureau de placement, bibliothèque, formations, salles et donc le journal avec ses informations précises (celle mise en exergue est fondamentale). Il me manque les échos de plusieurs autres journaux et en particulier *Le Midi socialiste* que j'avais pu utiliser pour le récit de la première grève à Castelsarrasin (1912) très peu évoquée dans la même presse locale.

D'autres faibles sources existent (rapports de police) mais dans l'ensemble, il n'y a pas de comparaison possible entre les matériaux dont dispose l'historien des forces politiques et l'historien des forces syndicales. Le premier bénéficie de cent fois plus de documents que le second, et quand il y a des documents de l'histoire sociale, faut-il encore se méfier de leur nature ! Ceci étant, il m'a été possible de reconstituer des récits que même les syndicalistes de 1930 avaient oublié ! A Montauban, André Delmas, syndicaliste instituteur qui deviendra le dirigeant national du S.N.I. écrit dans ses mémoires qu'en Tarn-et-Garonne avant 1914, il n'y avait que le syndicat des typographes et celui des cheminots. Pour les typographes, il mentionnera la grève de 1888 mais oubliera celle de 1905 à laquelle son père prit part, dans les conditions que vous lirez plus loin. Ces quatre récits m'incitèrent à pousser l'étude jusqu'à analyser le débat entre syndicalisme réformiste et syndicalisme révolutionnaire à Montauban.

Avec les élections au Conseil supérieur du Travail (qui date du 1^{er} avril 1898) des représentants des syndicats ouvriers en 1906, il fut demandé au juge de paix de Montauban de vérifier si le syndicat des ouvrières en habillement peut être inscrit sur la liste électorale (il faut compter les cotisants à jour six mois avant le 1^{er} janvier). Le syndicat mixte des patronnes et ouvrières en habillement et professions communes a 150 membres, 14 patronnes et 116 ouvrières. On a là un autre exemple de syndicalisme local qui s'ajoute à celui de la Bourse du Travail. En 1906 le syndicat des ouvriers papetiers de Montech semble dissout, les ouvriers cordonniers semblent avoir droit à un siège, les ouvriers en chapeaux Septfonds-Caussade 4 (48 membres), les ouvriers en balais 3, les ébénistes 1, les métallos 2. Le syndicat des cheminots comprend 120 membres. Pour les représentants de la mutualité en 1904 les résultats

sont les suivants : Sociétés approuvées Inscrits 100 Votants 95 Darquier 76 ; Sarraute 19, et pour les Sociétés libres Delmas 49, Darquier 1. Le dénommé Darquier publia sa profession de foi dans *Le Ralliement*. Ce Conseil supérieur du Travail est dénoncé par la CGT.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, quelques éléments disparates sur la vie locale autour de 1904-1905-1906.

Pour ce tournant de l'histoire, avec la loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'Etat et la Charte d'Amiens qui lance vraiment la CGT en 1906, Montauban a une imprimerie ouvrière qui se complètera par une autre en 1905 et qui fait suite à une coopérative prolétarienne de fabrication de balais à Grisolles (voir chapitre 1). En 1904 Le Tour de France passe à Montauban et Edouard Forestié constate le 18 juillet qu'il se fait « sous une température sénégalaise » confirmant que l'effort fourni est démesuré. Le 20 septembre le même Edouard Forestié évoque un autre phénomène : *le cake-walk*. A la fête de Nègrepelisse cette «danse des ivrognes sauvages» a été trop visible avec «les contorsions, les sauts de carpe, les mouvements épileptiformes qui rappellent les danses des peaux-rouges et des mohicans». Les républicains de Nègrepelisse se défendront avec amusement.

Au même moment, la municipalité de Montauban se demande si elle ne doit pas rebaptiser la rue Saint Louis en rue Zola. Décision qui sera reportée 40 ans après pour donner le nom de rue de la Résistance.

Un débat aura lieu sur la création de la pharmacie mutualiste avec Jean Hébrard. Elle se constituera fin 1904.

Les « bicyclistes » sont victimes d'une recrudescence des accidents. Le 28 novembre 1904 c'est la neige à Saint-Antonin et Caussade, et en 1905, des inondations importantes à Montauban.

Un avortement est pratiqué par la cartomancienne Lucie Bourguignon qui est arrêtée.

Parmi les métiers de l'époque : les fabricants de bougies, de cierges, de chapeaux, de balais, de chemises etc. Les coiffeurs sont aussi parfumeurs. Les arpenteurs, les bouchonniers, les charrons peuplent encore les villes et villages.

A) Avril-mai 1903, grève des fabricants de balais de Grisolles

En 1903, Grisolles est une petite ville classique de 2000 habitants. La carte de pêche y coûte 4 F. Une grande soirée d'escrime et de gymnastique est organisée avec Pierre Ibres ancien caporal (des chants occuperont les intermèdes). Le groupe radical se réunit au café Dumas. Une particularité, un banquet du Tour de France est proposé par M. Dargassies un coureur qui veut fêter sa performance.

Le 2 juillet, les Courses rassemblent beaucoup de monde, et constituent une brillante réunion avec belles toilettes. Grisolles a son groupe de la jeunesse catholique et son groupe de l'Action libérale (la droite) qui juste avant le 14 juillet a accueilli M. Pigasse pour une conférence sur les persécutions religieuses avec M. Puis président du comité de Grisolles : «La salle était trop petite » indique *La Croix*. La guerre religieuse bat son plein comme partout quand, le 3 mai, il est notifié aux Maristes de se dissoudre dans un délai d'un mois en fermant leur école. Un chanoine écrira : « *L'Ecole des Frères parfaitement aménagée, fut très prospère et vit affluer sur ses bancs quarante générations successives d'enfants de Grisolles et des environs. C'est résumer en peu de mots le bien immense et le souvenir impérissable des chers Frères ! La dissolution et la disparition des Congrégations amena l'expulsion des Frères et la confiscation de l'immeuble* ».

Dans *l'Indépendant* du 21 août 1903 Jean Nielle indiquera à sa rubrique Grisolles : « *La réaction et les cléricaux sont dans le désespoir le plus complet. Les frères et sœurs vont partir pour de lointains pays. Pour les remplacer on parle de faire des écoles libres car il faut éviter à tout prix d'envoyer certains enfants aux écoles laïques. Les personnes aisées craignent-elles de voir les enfants pauvres éclipser les leurs ?* »

Nous retrouverons la question religieuse.

Le conflit ouvrier : Vive l'émancipation ! Vive la grève ! Tous pour un, un pour tous !

Et les fabricants de balais qui sont-ils ? Massot père et fils ainsi que celle de l'oncle, Raymond Louis, Mialles P., Ibres, Déjean, Boutines A. et Granet. La coopérative apparaît seulement pour 1905-1906. Pompignan a aussi son fabricant, Lauzerain, et Verdun possède une fabrique appartenant à Courdy. Le 28 juillet 1903 *La Croix* se moque d'un «fabricant de balais de marques » à Villebrumier : « M Lages (plus loin ce sera Lozes) dit Pouchotte maire propriétaire du château ». Le journal pense avec humour qu'il va devenir gouverneur d'une île car « c'est une des personnes les plus influentes du parti républicain dans le canton ». Pour la victoire de Capéran, le député radical, la fête fut splendide avec beaucoup de «Ah bas la calotte! Ah bas les curés ! A l'eau les cléricaux ! ».

Mais, dans la liste des fabricants de balais de Villebrumier, on trouve seulement Brégat Eusèbe. Bref, la fabrication des balais semble répandue dans les vallées du secteur.

La fabrication des balais de paille était une activité aussi répandue dans le département que la fabrication des chapeaux de paille (ce n'était pas la même paille car pour les balais c'était du sorgho et non du blé). L'une se concentrait à Grisolles (400 ouvriers et ouvrières dans 15 ateliers, le recensement de 1906 donnant sur Grisolles 220 ouvriers seulement — voir annexes) et l'autre à Caussade (3500 ouvriers et ouvrières dans 30 fabriques). Ces deux industries sont liées à l'agriculture par la matière première (le chapeau de paille survivra à Caussade car les industriels utiliseront vite des pailles venues d'ailleurs) et par la main d'œuvre. La grève de Grisolles est d'autant plus extraordinaire. Sans tomber dans le discours de droite qui fait porter la responsabilité des grèves sur des chefs, il faut reconnaître que le combat de Grisolles a profité de l'énergie d'un homme **Antoine Courdy**.

C'est en janvier 1902 qu'est né le syndicat qu'il dirige avec J. Jammes comme vice-président. Les statuts sont très précis. Par exemple l'article 15 :

« Celui qui ayant demandé et obtenu la parole et qui se tiendrait dans une tenue inconvenante, notamment en restant couvert ou assis, sera puni d'une amende de 25 centimes ».

La presse indiquera qu'il regroupe tous les ouvriers sauf six. Et les ouvrières ? L'article 1 indique :

« Il est formé entre les ouvriers fabricant de balais de Grisolles une chambre syndicale ayant pour but :

1° La défense des intérêts de la corporation ;

2° De donner à ses membres un secours pécuniaire en cas de maladie et d'accident ;

3° La solidarité ouvrière dans toutes ses formes. »

Bref, l'organisation qui englobe aussi les ouvriers de Pompignan semble très solide. Où sont les ouvrières ?

L'Indépendant du 11 avril 1903 nous apprend qu'une grande partie des ouvriers et ouvrières ont lancé la grève. Une grève originale car il est décidé qu'une partie des employés restent au travail pour verser une partie du salaire en faveur des grévistes ! Un règlement est mis au point pour vérifier les versements. Ce qui ne dispense pas les grévistes d'en appeler au soutien des autres travailleurs de la région. Autre élément du règlement : *« Si un commerçant de la localité est préjudiciable en paroles ou en actes aux grévistes tout le Syndicat a pris l'engagement de ne plus lui accorder sa clientèle ».*

Le 12 avril *La Croix* considère qu'avec *La Dépêche* la grève a pris des proportions énormes et décide de rétablir « la vérité sur la grève ».

Sur Pompignan-Grisolles il y a 500 ouvriers et la grève se trouve seulement localisée à Pompignan dans l'entreprise Lauzerain où il y a de 70 à 80 grévistes avec Courdy comme agitateur. Mais à Grisolles pas de grévistes. Le journal précise : « *La grève qu'ils soutiennent est basée sur une légère diminution de salaire. Cette diminution a été imposée aux patrons par la concurrence que leur font depuis quelques temps les fabriques du Nord. Elle veut réduire de 10 à 20 centimes le montant de la journée de travail* ».

On peut en déduire que le salaire doit être autour de 1F 50 par jour puisque d'autres sources indiquent que la baisse est de 15%. *La Dépêche* indiquera le 30 avril : « *Ils travaillent à la tâche à 3F 25 par jour mais les plus souvent à 1F 75* ».

Dès que le patron de Pompignan accepte les conditions des grévistes *La Croix* s'empresse d'annoncer la fin du conflit. Elle mentionnera encore la situation le 24 mai 1903 : « *Si les ouvriers en balais adhérents à la coopérative s'en rapportent aux belles paroles que chaque jour le correspondant de La Dépêche écrit pour leur donner du courage ils risquent fort d'éprouver à bref délai une forte désagréable surprise* ».

On prétend qu'ils vont avoir pour 10 000F de matières premières avec paille, fils de fer et manches pour commencer des balais. « *Or il y aurait en provision quelques quintaux de paille qui ne seraient pas encore payés. C'est plus que téméraire pour les ouvriers de s'engager dans une coopérative avec les précaires moyens dont ils disposent* ».

Et le 31 mai dernière information sur le sujet. C'est une lettre du Chanoine Bayle qui répond à *La Dépêche* qui l'accuse d'être du côté des patrons : « *Mon intention n'est pas de m'occuper de théories de l'auteur de l'article sur les syndicats et la coopérative de Grisolles ou d'ailleurs.* » Il dément avoir participé à plusieurs réunions de patrons qui furent à l'origine de la grève.

Le Républicain du Tarn et Garonne ne sera pas plus bavard que *La Croix* en mentionnant seulement au début du conflit : « *Nous ne pouvons que regretter cette grève qui va paralyser et peut-être tuer une des trop rares industries qui subsistent encore dans notre département* ».

Puis le 16 avril il annonce la fin de la grève : « *Après 13 jours de grève les ouvriers de Lauzerain ont reçu l'ordre du patron de reprendre le travail aux anciens salaires seule revendication présentée* ».

Les deux journaux trichent : ils savent que la fin de la grève chez Lauzerain est l'annonce d'une nouvelle grève suivant le principe adopté par les ouvriers : la grève tournante. C'est Armand Duval, qui, quelques mois auparavant, est venu expliquer le bien fondé de cette pratique. Le syndicat est « intelligent », dit *L'Indépendant*, car la grève partielle permet de diviser les patrons et de rendre plus solides les ouvriers.

Heureusement, « *les grévistes sont admirables par la solidarité de ceux qui travaillent envers ceux qui sont en grève. C'est grâce à l'organisation syndicale que nos amis de Grisolles seront victorieux* ».

La Dépêche est le journal qui informera de manière quotidienne sur le conflit jusqu'à écrire des âneries parfois reconnues : « Granet ne fermera pas son atelier, donc acte ». Le 2 avril c'est l'annonce de la grève. Il y a 300 ouvriers (chiffre différent de celui de La Croix) et le problème vient de la couture des balais où les salaires sont diminués. Le syndicat décide de commencer la grève par les ateliers de Lauzerain à Pompignan. Comme indiqué déjà, il s'agit d'une grève tournante pour que les travailleurs ne s'épuisent pas et que les patrons puissent subir la concurrence.

Le 4 avril tout est calme et « *on croise le sourire habituel de Courdy avec qui nous avons de bonnes relations et qui répond à toutes les questions qu'on lui pose* ».

Le 18 avril nous lisons sous la plume de Stirman : « *Depuis que les ouvriers fabricants de balais sont en grève la population suit avec un intérêt tout particulier les divers moments de la lutte soutenue par ces braves travailleurs contre le patronat capitaliste* ». C'est un emploi très rare du mot capitaliste.

Le 19 avril, suite à la victoire à Pompignan (après 13 jours de grève), les ouvriers de cet atelier reprennent et décident de la grève chez Massot fils. Mais le syndicat commence à observer la contre-attaque patronale sous forme de répressions. « *Les ouvriers acceptent de laisser la liberté de travail mais les patrons ne font pas de même. Ils intimident les grévistes par un comité d'agents qu'ils ont recrutés. Comme ça ne marche pas, ils injurient le président du syndicat* ».

Autre tactique, le 20 avril Boutines déménage ses outils. C'est la guerre contre le syndicat. Le paiement des indemnités aux grévistes se fait toujours dans le plus grand calme Les secours arrivent.

Le 21 avril les ouvriers sont dans les bureaux de *La Dépêche* à Montauban. Ils semblent insister sur le caractère social de la grève (pour en contester la vision anticléricale que donne le journal). Ils rappellent qu'en 1888 déjà ils acceptèrent une réduction de salaire.

Le 25 avril, Jean Nielle fait le compte-rendu de la visite de Raynaud cheminot à Toulouse : « *La salle de réunion du syndicat était comble. Raynaud et plusieurs orateurs de Toulouse et de Montauban ont promis leur dévoué concours à l'œuvre d'émancipation et de solidarité entreprise par les ouvriers* ».

Il est décidé que les actions de 25 F seront payables 5 F pas mois.

Le 30 avril, pour la réunion décidant de l'élection des dirigeants de la coopérative ouvrière, un patron se met à l'entrée de la salle pour dissuader les ouvriers d'entrer. « *C'est du racolage* » s'insurge le syndicat

qui répète que les ouvriers garderont leur calme. Courdy est élu président et Delpouy-Dessus chef d'atelier avec en plus deux trésoriers.

Le 1^{er} mai il y a bien sûr une réunion mais, en l'absence du président en tournée de conférences pour récupérer des soutiens, elle est présidée par le vice-président M. Jammes Notons que comme l'indique les statuts, le procès-verbal de la réunion précédente est adopté avant toute nouvelle réunion, ce qui laisse un peu de temps aux retardataires, car une amende est infligée aux absents sans motif et à ceux qui arrivent après l'adoption du procès-verbal.

Parmi les villes de la tournée, Courdy est à Castelsarrasin le 3 mai, au théâtre. L'entrée est payante, 15 centimes, qui vont servir à l'organisation et à l'œuvre. Le 8 mai les ouvriers ont reçu le député Sénac dans le vaste local qu'ils ont loué et ils ont déjà acheté plusieurs chargements de paille et des outils. Dans un mois l'usine fonctionnera, tel est le projet.

La coopérative ouvrière

Revenons donc à la coopérative ouvrière que nous avons vu se dessiner dans le conflit. Dès le début de la grève l'idée est dans les esprits : c'est le 10 avril qu'est décidée la conférence avec Raynaud du syndicat des cheminots de Toulouse pour expliquer comment la créer. Même si un mois après le début du conflit les travailleurs tiennent et les patrons aussi, la coopérative n'est pas comprise comme une sortie de crise mais comme un outil parallèle de lutte. Une campagne départementale de sensibilisation est lancée qui commence à Montech avec une réunion présidée par Guilhommès, le responsable du syndicat des papetiers de la ville. C'est la seule mention que je connaisse de l'existence de ce syndicat qui jamais ne participera à la vie de la Bourse du Travail montalbanaise. Rappelons qu'à Montech il y avait encore une importante usine de pâte à papier. Ce point de départ de la solidarité donne des résultats importants puisque sur 350 personnes, 57 F sont récoltés. Ensuite Courdy fera le tour : Saint Porquier, Lavit, Beaumont, Castelsarrasin. A Escatalens où Courdy semble avoir de la famille, il reçoit 21 F. Au total il ramasse 700 F ce qui fait que le 4 mai son retour est triomphal à Grisolles. 350 personnes se sont dirigées vers la gare, drapeau en tête, pour lui faire bon accueil. Il y eut des vivats et des applaudissements. Une réunion est demandée sur l'instant et tout le monde se dirige vers la salle du syndicat. A la fin de la réunion des personnes demandent à Courdy d'être candidat à l'élection municipale partielle qui a lieu le dimanche suivant. Courdy répond négativement et renvoie la décision au Comité républicain. Des ouvriers insistent et il accepte de trouver deux autres personnes pour marquer une présence électorale (voir plus loin). Alors la réunion se termine par un « Bravo aux ouvriers ».

Après les élections, la bataille continue et 14 mai c'est la réunion de Valence. L'auteur du compte-rendu indique : dans *La Dépêche* : «*Non, Courdy n'est pas un professionnel de l'agitation. C'est un ouvrier très sérieux qui, plus heureux que ses camarades, peut, pour aider l'action, verser au début de la grève 500 F représentant ses économies personnelles. Il fait en outre à ses frais une campagne très productive pour créer une coopérative. Il n'est pas un professionnel de la conférence.*»

Un collectif de bienfaiteurs est créé : Capgras (qui deviendra le premier député socialiste du TetG en 1925), Filhol, Bertomieux, Rouze. Il récupère dans « l'assemblée assez peu nombreuse » 95 F 55 et il vend sept actions à 25 F. Après le jeudi 14 mai à Valence, il est le 15 à Lamagistère et le 16 à Montauban.

Je ne sais ni comment s'est terminée la grève, ni comment s'est terminée la coopérative ouvrière. Celle-ci va recevoir les aides de l'Etat grâce à l'appui du député très républicain de Castelsarrasin, Sénac, qui le 8 mai était à Grisolles pour soutenir les grévistes rassemblés dans le local prévu pour la coopérative, soit 2000 F ce qui est bien peu par rapport au soutien de 700 F. La coopérative recevra par contre un prêt plus important qui correspond à une somme déjà évoquée, 11 000 F, et en 1904, les 71 initiateurs étaient déjà 125. Jusqu'à quand ? En 1906 le recensement montre encore son importance.

Les femmes dans la grève

La place des femmes dans la société a toujours été présentée de façon particulière dans les journaux de gauche. En ce début avril 1903, *Le Républicain* donne la parole à Georges de Nouvion qui fait un bel article pour ridiculiser l'activisme des femmes :

«Les femmes ont, paraît-il, renoncé à leur ancien passe-temps : la tapisserie est démodée, la broderie n'a plus d'attraits, la confection des layettes pour les œuvres charitables est négligée. Une mode nouvelle est née : fonder des ligues ».

Ce texte contre les femmes royalistes met facilement toutes les femmes dans le même panier. Or ...

Le 5 avril 1903, le préfet passe à Grisolles pour le conseil de révision. Les femmes grévistes osent l'interpeller et elles suscitent une vive discussion dans laquelle elles rappellent « *qu'elles sont obligées de vaquer aux soins du ménage et qu'elles ne peuvent donc considérer comme un salaire la baisse qui est imposée* ». Elles précisent que « *pour coudre des balais c'est un travail très pénible* ». Elles vont même jusqu'à proposer des solutions alternatives à la baisse des salaires ! « *Il y avait d'autres*

solutions : augmenter le prix de vente, ou alors que les patrons se syndiquent pour obtenir à meilleur prix les manches et les fils de fer ».
La Dépêche du 8 avril indique que « *l'élan de solidarité a fait de grands progrès parmi les femmes* ». C'est au moment où Courdy appelle les hommes à ne pas partir travailler ailleurs. Article signé : R.B.

Le 14 avril, le même journal indique : « *les ouvrières elles-mêmes, unies par un sentiment de fraternité ne sont pas les dernières à verser leur obole pour les grévistes, leur nombre augmente tous les jours malgré ce que peuvent dire les feuilles de sacristie et autres* ».

Ce combat ouvrier au féminin est utilement mentionné. Combien de fois est-il oublié ? Comme dans le cas qui va suivre.

La grève dans la grève

Le Ralliement préfère, le 30 avril, évoquer un gamin de 14 ans qui a disparu, que le conflit ouvrier. Il se distingue par une seule référence au conflit en publiant la lettre que lui envoie l'entrepreneur Déjean qui conteste radicalement que son atelier soit fermé contrairement à ce que dit *La Dépêche*. « *Je n'admets guère que vous vous permettiez de vous immiscer dans mes affaires qui ne vous regardent en aucun titre. Je dirige ma maison comme je crois avoir le droit de le faire* ».

Il reconnaît qu'il a renvoyé deux ouvriers et que les autres sont partis de façon volontaire. De quoi s'agit-il ?

Déjean est en effet sous la haute surveillance de *La Dépêche* et de *L'Indépendant*. Entrepreneur il est aussi un pilier de l'Eglise puisqu'il en est le Suisse (le gardien de l'ordre). Le 4 avril il aurait annoncé la fermeture de son atelier mais le 7 avril (mercredi saint) il veut supprimer la collation habituelle et suscite une révolte. « *Agissant avec sa convenance habituelle il pria d'un ton autoritaire une des ouvrières de porter le plat et son contenu dans le fossé. Un ouvrier indiqua : le contenu mais pas le plat !* » Les deux sont aussitôt licenciés. C'est la grève sauf deux personnes du cercle catholique, indique *La Dépêche*. Donc, les ouvriers renvoyés sont deux, une femme et un homme, et ceux qui sont partis volontairement sont des grévistes ce que ne dit pas Déjean. Mais *La Dépêche* exagère en disant que l'atelier est fermé puisque le journal indique lui-même qu'il reste au moins deux ouvriers. Il faut de plus reconnaître que le 19 avril les ouvriers de Déjean décident de ne plus revenir chez lui. Certains vont travailler à Pompignan, d'autres à Villemur et enfin les derniers attendent la coopérative ouvrière.

L'Indépendant présente ainsi le conflit : « *M. Déjean, Suisse de l'église de Grisolles et patron a renvoyé un des ouvriers, et tous ont quitté le travail immédiatement, demandant en même temps le paiement intégral et immédiat. Le patron s'y refusa en demandant l'ajournement*

à la quinzaine. Le jour et à l'heure fixée les ouvriers allèrent au rendez-vous. Pour toute réponse le Suisse leur offrit une matière (m...) qui n'a pas de nom parlementaire. Ses ouvriers l'avisèrent qu'ils ne le suivraient pas dans la voie de la provocation mais se feraient respecter par voie d'huissier et se retirèrent. Les voyant décidés à agir, le portepique fut ému par un sentiment de peur et proposa de tout régler à 6 heures du soir. Ce qui fut dit, fut fait, et l'incident fut clos. Et dire que ce patron ne manque pas de faire ses Pâques. On peut voir là l'hypocrisie qui règne dans la bande noire ».

On constate que le journal oublie l'acte de la femme qui deviendra l'acte d'un homme quand dans *La Dépêche* du mois de mai le correspondant de Valence d'Agen expliquera le discours qu'y présente Courdy pour défendre sa coopérative et obtenir les soutiens des républicains : « *Un ouvrier a été licencié car il mangeait de la saucisse le vendredi saint* ». Alors qu'il s'agissait d'une ouvrière et que c'était un mercredi saint.

Les deux journaux se contredisent parfois sur les détails mais la lettre de Déjean au *Ralliement* montre l'extrême autorité du personnage qui, dans son usine, se croit au-dessus de tout.

Les municipales partielles

Le 11 avril, le décès du maire de Grisolles, âgé de 47 ans est annoncé. Il fait « suite à une cruelle maladie ». L'élection est fixée au 10 mai. Le 9 mai *l'Indépendant* publie le texte des trois syndicalistes qui se décidèrent à être candidats. En voici le début : « *Nos camarades du Syndicat des ouvriers et des ouvrières et un comité de travailleurs nous ont imposé d'affronter la lutte du 10 mai* » et se termine ainsi « *Honneur aux prolétaires ! Vive la République démocratique et sociale !* »

Contre les ouvriers il y a une liste centriste qui, d'après *La Dépêche* «réunit les républicains fatigués et les réactionnaires impénitents » avec une surprise, ajoute le journal, la caution de « *M. Dom dont le passé est irréprochable* ». Pour conclure le quotidien dénonce *La Petite Gironde* de Méline qui soutient cette liste « en se servant du cadavre de Marceillac », le maire décédé.

Pour qui vont voter les agriculteurs victimes de la grève ? se demande tout le monde.

Résultat des élections :

Liste républicain progressiste :

Cazassus Pierre vétérinaire 348 voix élu ;

Bousquet propriétaire 284 voix élu ;

Clément Dom médecin 281 voix élu.

Liste radicale socialiste :

Antoine Courdy 201 voix (président du syndicat) :

Pierre Delpouy Dessus secrétaire du syndicat 129 voix ;

Germain Lafuste trésorier du syndicat 122.

Liste libérale, trois propriétaires,
Arnaud Touyère 116 voix,
Pierre Gaillard 90,
Pierre Granier 38.

La liste de la mairie où les fabricants de balais occupent une grande place reste donc majoritaire mais la liste radicale qui est seulement ouvrière se défend bien quand on remarque qu'en moins d'une semaine elle a pu faire beaucoup mieux que la droite représentée par les propriétaires (une sociologie électorale caractéristique). Dans le dossier municipal des archives j'ai trouvé la signature manuscrite de Courdy qui envoya une lettre au préfet pour qu'il donne des instructions afin que Monsieur Dom « candidat lasseriste » ne soit pas le président du bureau de vote. « Candidat lasseriste » fait référence à Maurice Lassere personnalité centriste du département.

Le 17 mai 1903, *La Dépêche* fait le bilan de l'élection : « *Après l'élection nos bons opportunistes-réactionnaires sont fiers des résultats de dimanche car ils ont fermé la route aux radicaux. Tout doux Messieurs, c'est plutôt une défaite qu'une victoire* ». Pour le journal, l'union des réactionnaires leur a permis d'obtenir l'électorat suivant :

« les indigents, ceux qui bénéficient de la médecine gratuite et les travailleurs de l'hiver ». « *Il y a un progrès énorme des radicaux depuis 1900. Les ouvriers ont compris cette fois le but qu'ils devaient atteindre. C'est donc une victoire à la Pyrrhus qui honore beaucoup plus les vaincus que les vainqueurs* ».

Pour fêter leur victoire, les vainqueurs firent tirer 21 coups de canon « afin de dire que la République était battue ».

B) Août-Octobre 1904, grève des ébénistes de Montauban

La ville de Montauban rassemble une dizaine de fabricants de meubles en 1904. Ils sont installés au centre ville, surtout rue d'Auriol (3), Place nationale (2) et rue de la Comédie (1). Un autre est à Sapiac et l'autre rue de la République. Péricole, le premier à être d'accord avec ses ouvriers, est situé boulevard Blaise Doumerc.

Le plus important semble être Pautal-Gaillard qui est excentré avec deux usines dont une qui travaille pour l'exportation.

La négociation

Les ouvriers ébénistes sont organisés en un syndicat qui se réunit régulièrement. Il semble qu'en juillet-août 1904, les dirigeants aient travaillé à un nouveau tarif en matière de salaire. Le 20 août, *L'Indépendant* annonce la tenue d'une réunion urgente des ouvriers ébénistes et le 27 août le syndicat fait appel aux patrons, une deuxième fois, pour discuter loyalement des tarifs élaborés par le syndicat. Après une discussion sur le lieu de la réunion (les patrons ne veulent pas aller à la Bourse du Travail car ils disent « nous ne sommes pas chez nous ») la réunion est programmée à la mairie. Seulement deux patrons se présentent (Marne et Péricole) et ils mettent au point les nouveaux tarifs. Le 2 septembre la question des ébénistes est évoquée ainsi dans *La Dépêche* :

« Nous nous contentons de donner ces renseignements [le débat sur les tarifs qui a repris chez Pautal] sans autres détails ni commentaires afin de ne pas gêner les pourparlers qui doivent incessamment reprendre. Nous souhaitons vivement avec le public qu'une entente intervienne et sauvegarde les intérêts des deux parties. A ce moment, les ouvriers seuls sont lésés. »

L'Indépendant, comme *La Dépêche*, tout en se plaçant du côté des ouvriers ne disent rien de précis sur le contenu de la revendication. Les deux journaux radicaux (le premier est hebdomadaire et seulement local, le deuxième quotidien et régional) aiment répéter qu'ils souhaitent un accord entre les deux parties. Seul *Le Républicain*, devenu plus révolutionnaire qu'en 1903, donnera les détails sur les tarifs. Un buffet en peuplier sans vitrine nécessite 6 jours de travail pour un bon ouvrier et il lui sera payé 9 F soit 1 F 50 par jour. « Situation attristante sinon injuste » dit le journal qui ajoute une parole d'ouvriers : « Et dire qu'il y a encore des ouvriers non syndiqués ! ». Une augmentation de 0 F 30 par jour est demandée par les ouvriers (pour indication le salaire des typographes est de 4 F 50 par jour et *La Dépêche* vaut alors 5 centimes).

Le 27 août *Le Républicain* accorde une bonne place au mouvement des ébénistes et dans ce journal nous apprendrons, en plus de la revendication salariale, le nombre de syndiqués engagés dans la lutte : une centaine. Pour prouver le mépris dans lequel sont tenus les ouvriers, le journal évoque un rabais de 23 F accordé à un client pour l'achat d'un lit qui en coûtait 40 ! Comme dit *Le Ralliement*, les gens veulent acheter bon marché, mais les patrons jouent quel jeu dans cette affaire ? Quel était le prix du revient du lit ?

L'évocation du conflit n'interviendra dans *L'Indépendant* qu'après celle du journal de droite *Le Ralliement* qui écrira le 18 août, sous le titre, une grève en perspective :

« Les journaux du bloc¹ publient avec une touchante unanimité et un empressement singulier une note officielle ou officieuse qui leur a été communiquée par le syndicat des menuisiers. Nous ne discutons pas des questions professionnelles soulevées par cette note dont le ton est particulièrement agressif et comminatoire. Nous voulons espérer au contraire qu'une entente aura lieu entre patrons et ouvriers, sans bruit et après discussion courtoise et approfondie sur les possibilités. Nous regrettons donc sincèrement de trouver dans la note en question des phrases comme celle-ci qui n'augurent rien de bon : « Le syndicalisme est une organisation de combat qui permet de lutter à armes égales avec les patrons ». Il vaut mieux à tous égards s'entendre que lutter ».

Cet article fait référence à une déclaration qu'un seul journal du bloc a publié. Il veut faire passer les radicaux pour plus révolutionnaires qu'ils ne sont, et par contre, il s'inquiète à juste titre du caractère révolutionnaire du syndicat des ébénistes (la grève aura bien lieu). Du côté du journal centriste *La Tribune*, pas question d'évoquer ce conflit avec simplement, le 15 juin, une pique à l'adresse de la Bourse du Travail quand le journal reçoit pour la première fois un communiqué de la dite Bourse alors que « *les justes revendications syndicales et les questions prolétariennes ne nous ont jamais laissés indifférents* ».

Le Ralliement développe sa stratégie d'apaisement proche de celle des radicaux : le premier septembre il rappelle qu'il ne veut pas mettre de l'huile sur le feu (plus tard la métaphore deviendra : « *La vie nationale et économique est une machine où tout membre pour bien fonctionner a besoin d'huile. Les hommes intelligents ne doivent pas être les premiers à jeter du sable dans les rouages* » ; le 17 septembre il précise : « *Nous avons reçu à l'occasion des difficultés pendantes entre les ouvriers et*

¹ « le bloc » ce sont les républicains et leurs journaux *La Dépêche*, *Le Républicain*, *La France*. On a pu noter que *L'Indépendant*, membre aussi du bloc n'a pas évoqué la dite grève aussitôt.

patrons ébénistes une lettre que nous ne publions pas quoiqu'elle contienne de très sages observations au sujet de cette affaire. Nous voulons espérer que le conflit s'aplanira. S'il en était autrement nous donnerions les détails que contient cette lettre et qui sont forts intéressants ».

Comme tous les autres journaux, *Le Républicain* veut jouer l'optimisme et l'apaisement : « *Les patrons répondent favorablement aux syndicats* » écrit-il le 30 août, pour dire qu'en fait les patrons répondent favorablement non pas aux revendications mais au souhait d'une rencontre pour modifier les tarifs.

Optimisme encore, suite à la réunion chez Pautal-Gaillard : « *Nous pensons que les nouveaux tarifs des syndicats seront acceptés* ».

Au 15 septembre, il faut se rendre à l'évidence, les patrons font tout pour gagner du temps sans rien lâcher. Et avec le texte du *Ralliement* du 17 septembre on constate qu'ils s'activent pour la contre-attaque. Nous verrons plus loin leur argument massue.

En cette fin septembre, trois patrons (Péicole, Brunet, Marre) acceptent de prendre, aux nouveaux tarifs, tous les ouvriers des autres ateliers qui se présenteront pour travailler. « *Cette nouvelle fut accueillie avec joie par l'assistance et il est décidé de faire écarter toute idée de grève. Mais il fut décidé que les meubles finis, si pour la suite, les patrons n'acceptent pas les nouveaux tarifs alors ce sera la grève* » indique *Le Républicain*. On constate que la grève n'est donc pas lancée partout mais seulement chez les patrons récalcitrants ... qui resteront récalcitrants. « *Les menuisiers du syndicat sont animés d'un grand esprit de solidarité. Leurs revendications nous paraissent des plus justes* » conclut *Le Républicain*.

La grève

Tous les journaux font référence à la tension qui monte le 20 septembre : « *Une partie de la presse locale s'occupe du conflit des ébénistes au sujet du tarif de la main d'œuvre. Nous n'avons pas à intervenir dans un sens ou dans l'autre sous peine de donner à cette intervention un sens politique qui peut nuire à une entente finale pourtant si désirable* ». Après cette phrase *Le Ralliement* commence une défense et illustration des intérêts des patrons qui démontre qu'aujourd'hui, il n'y a rien de nouveau sous le soleil : révolution technologique et délocalisations étaient déjà là par les phrases qui suivent.

« *Il y a la concurrence des machines* » ; « *Il ne faudrait pas que cette branche d'activité périlât et passât à une autre ville au détriment de la nôtre* ».

Malgré les appels au calme du *Ralliement* l'irréparable va se produire, à savoir la grève que le journal ne mentionne que bien plus tard, le 13 octobre, quand il rappelle, en s'appuyant sur ses déclarations précédentes, « la réserve absolue » qui fut sa règle de conduite. Mais à présent, il développe les arguments en faveur des patrons. Il reconnaît que depuis le 20 septembre c'est la grève dans quatre ateliers où les syndiqués sont les plus nombreux. Donc Edouard Forestié rappelle une nouvelle fois que le travail peut aller dans une autre ville et « les ouvriers vont marcher sur le trimarde² ». L'argument choc qui avait été annoncé est le suivant : « Il y a six mois de morte saison et les patrons occupent les ouvriers toute l'année pour leur conserver le travail et font donc des avances énormes ». Majorez les tarifs et alors la concurrence sera impossible vu que « L'acheteur aujourd'hui ne regarde qu'au bon marché ». Si le journal peut se permettre un conseil : il faut une entente. Pour Forestié les rapports ouvriers/patrons c'est l'éternelle histoire de la fable du bon Lafontaine les membres et l'estomac (voir en annexe). La question cessera d'être évoquée le 20 octobre. La fin de la grève des ébénistes est donnée comme prévisible puisqu'une réunion patrons et ouvriers est annoncée.

En fait, le 21 septembre, les lecteurs de *L'Indépendant*, de *La Dépêche* et du *Républicain* trouvent un appel qui ne dit pas qu'il y a grève puisqu'elle n'est pas générale. On devine seulement que l'heure est au conflit. J'en retiens cet élément : « *La solidarité ouvrière plus que jamais doit s'étendre et s'organiser ; les patrons eux-mêmes nous en donnent l'exemple. Que tous nos camarades remplissent dignement leur devoir et le succès de la corporation est assuré* ». C'est l'heure de la mobilisation car les revendications sont justes, l'opinion publique est favorable, la solidarité ouvrière va fonctionner contre l'égoïsme. Le communiqué insiste pour refuser toute violence. Il en appelle à la conscience des ouvriers. « *La classe ouvrière, camarades, nous seconde, et a à cœur notre succès qui sera le sien.* »

La fin de la grève ?

Dans la presse, toute référence à la grève s'arrête le 27 octobre (pour le *Ralliement* le silence se produira le 20 octobre). Une nouvelle rencontre entre patrons et ouvriers est annoncée, celle de l'ultime conciliation. C'est Le *Républicain* qui ira le plus loin dans le soutien en rendant compte d'une réunion dans son édition du 27 octobre qui apporte les informations suivantes : « *Après une discussion à laquelle participèrent plusieurs ouvriers, il fut décidé presque à l'unanimité des présents, qu'il fallait repousser le tarif en question car il était inadmissible et*

² Ce terme vieilli pour dire vagabonder, aller au hasard sur les chemins, est significatif du vocabulaire soigné d'Edouard Forestié.

maintenir rigoureusement le tarif du syndicat. Une commission a été envoyée chez Pericole, Marre, Benet pour savoir s'ils étaient d'accord pour appliquer, dès à présent, les nouveaux tarifs. Leur accord est considéré comme un premier succès. »

La Dépêche du 25 octobre donne quelques autres détails sur la réunion générale des ouvriers ébénistes en assemblée le 22 octobre. « *Des améliorations sensibles sont déjà apportées aux prix précédents et un tarif définitif est en voie d'élaboration* ». Malgré cette note positive nous apprenons que la décision c'est « *le statu quo de la grève partielle jusqu'au jour où les patrons accepteront le tarif raisonnable dressé par le syndicat ouvrier* ». C'est donc ainsi que les lecteurs de *La Dépêche* apprendront l'existence d'une grève mais le journal veut conclure par de l'optimisme : « *Espérons qu'une entente interviendra et que le conflit préjudiciable à l'industrie du meuble prendra fin dans un bref délai* ». Les suites de cette réunion ? Nous n'en saurons pas plus.

Le Bulletin de la Bourse du Travail nous apprendra bien plus tard que le 20 août 1905 trente membres du syndicat des ébénistes, écoutant à Montauban Ferrère de Toulouse et Abrogast de la Fédération nationale de l'ameublement, il en ressortira dans le compte-rendu : « *que des malentendus sont dissipés au sujet de la dernière grève de Montauban* ». Les ébénistes non syndiqués sont appelés les coucous ou les mangeurs de marrons.

Parmi les personnalités du syndicat des ébénistes nous avons Lacoste, conseiller municipal délégué des ébénistes, premier trésorier de la Bourse, qui, en 1905, laisse la place à R. Sibra des peintres. Blanquefort est le responsable des ébénistes. Lamolinairie, membre de ce syndicat, aura un fils connu sous le nom de Raoul Verfeuil. Et le père du sculpteur Bourdelle était un ébénistes défenseur de la Commune.

Par ailleurs, en 1905, chez les menuisiers en bâtiment, est exclu celui qui refusa d'appliquer la décision de pas faire plus de dix heures de travail. On apprend aussi : « *au commencement de ce premier trimestre un petit conflit a éclaté dans un atelier de menuiserie en bâtiment. La solidarité dont les camarades firent preuve assura le succès du syndicat. Bravo camarades ! Avec un peu de volonté et d'énergie vous verrez que le patronat sera moins insolent à votre égard* ».

C) Avril - Juin 1905, grève des typographes de Montauban

Cette grève dure des ébénistes va en annoncer une autre, en 1905, tout aussi dure. Paradoxalement, les typographes montalbanais, au cœur de l'édifice du syndicalisme réformiste vont, eux aussi pour des questions de salaire, engager une grève qui placera tous les journaux locaux face à la réalité de la lutte des classes.

Le Ralliement, quand il évoquait les questions syndicales de 1904, se trouvait de nombreux points d'accord avec Keufer présenté par Castela. *La Tribune* indiquera, perfidement, que Castela n'est autre que le contremaître de l'imprimeur Forestié qui publie *Le Ralliement*. Aussi, quand Forestié indique qu'il défend le principe du débat ouvriers/patrons en parole et en pratique, il fait référence à sa pratique dans son entreprise. Avec la grève des typographes de 1905 cette collaboration fera long feu, poussant une moitié des typographes soucieux de bons rapports avec leurs patrons, à créer un syndicat jaune. Castela sera exclu du syndicat le 22 avril 1905 avec Cluzet et ils seront remplacés par Barrier et Rossignol. «*Deux anciens syndiqués ex-coopérateurs d'une imprimerie ouvrière de notre ville entrent chez Forestié* » indique *Le Bulletin de la Bourse du Travail* ce qui fait de la maison Forestié une imprimerie de jaunes. Mais le responsable de l'autre journal *La Tribune*, Marius Bonneville, pourtant opposé à Forestié utilisera le même phénomène, l'embauche de jaunes d'où la réaction de la Bourse du Travail : «*Clouons au pilori ce nouveau lâcheur ; sous peu il supportera les conséquences de son inconduite, le paourot* » [formule occitane pour dire : le pauvre]. D'où la réaction d'un gréviste : «*Jamais on n'aurait cru voir ça ! Comme les patrons arrivent à s'entendre pour faire de la mauvaise besogne !* » Plus d'opposition religieuse, politique, personnelle : contre leurs employés, les imprimeurs signent l'union sacrée. Alors que les travailleurs qui ont les mêmes intérêts se divisent, d'où ce portrait des jaunes :

«*Ces faux-frères qu'il faut clouer au pilori du prolétariat... Cette conduite est indigne d'hommes libres, surtout pour certains d'entre eux qui étaient à la tête du syndicat, soit comme délégués à la Bourse du Travail ou dans d'autres fonctions de militants. Ah ! on a menacé, paraît-il, de la création d'un syndicat jaune. Vous avez bien là tous les éléments qu'il vous faut, dans toute l'acceptation du mot, car le jaune est le symbole de la trahison ; c'est la couleur du sang desséché, de toute matière trouble* ».

Ce syndicat se créera au Café des deux Mondes le 14 juin 1905 avec 33 membres. En 1906, le syndicat officiel n'aura d'après la police que 19 membres avec Barrier comme président et Carné comme secrétaire.

Il semble que la grève ait échoué et dans cette lutte si Forestié est apparu égal à lui-même (la droite classique) Marius Bonneville s'est révélé pire

que Forestié. Il fut « un syndicaliste enragé » quand il était ouvrier [dans le cadre d'une grève très dure en 1888] et à présent « il emploie des femmes à bas prix », « il donne des cours gratuits de typographie pour former des ouvriers et des ouvrières ». D'où la réplique rageuse de Bonneville : « le drapeau rouge est l'emblème de la haine, de la révolte et de la grève ».

Jeanne Bouvier qui a souvent fait visiter à des militants ouvriers l'Exposition universelle de 1900 à Paris avait noté ce qu'elle appelle un point noir d'un grand moment à la gloire du travail : « *Les délégués typographes étaient atterrés de voir cette linotype : une machine à composer qui, pensaient-ils, allait faire baisser les salaires et réduire au chômage un grand nombre de typographes. Quelle tristesse se lisait sur leur visage ! Comme ils auraient voulu briser cette machine qui allait jeter la perturbation dans leur corporation !*³ »

Cinq ans avant, ce texte annonce les événements montalbanais qui débutent le 26 avril 1905 par une lettre des syndiqués aux non-grévistes, pour leur notifier que la grève est déclarée. Au même moment, le président du syndicat des patrons recevait une lettre lui indiquant qu'une délégation du syndicat des typographes se tenait en permanence à sa disposition à la Bourse du Travail, avec mandat de recevoir toutes les observations qu'ils voudraient lui envoyer. Il y a 27 syndiqués et M. Reymond de la Fédération du Livre de Toulouse assiste les délégués. Pendant trois mois la dite Fédération donne 3 F 50 par jour aux grévistes pour les aider.

Ce conflit donne lieu à diverses réactions. M. Granié, imprimeur, abandonne son usine aux ouvriers pour qu'ils créent une imprimerie coopérative ouvrière (il en existait déjà une mais elle semble avoir vite disparu). Pierre Delmas veut participer à cette imprimerie mais à condition d'en exclure un membre sinon il reprendra « sa liberté d'action ». Le syndicat n'accepte pas et Pierre Delmas cesse la grève en reprenant son poste chez Guillau. Les autres ouvriers se moquent alors de son image de « pur des purs » prétendant qu'en fait, il voulait masquer son désir de reprendre le travail. Sept ans après, Pierre Delmas ouvrira sa propre imprimerie qui publiera le premier livre de son fils : *Pour la défense de l'école laïque*. André Delmas était alors instituteur, militant syndical et deviendra le responsable national du SNI (syndicat national des instituteurs).

On découvre ainsi que la frontière entre syndicalisme réformiste et syndicalisme révolutionnaire est bien moins nette que celle entre syndicalisme et syndicalisme jaune (dont la naissance est parallèle au syndicalisme authentique). Avec la grève des ébénistes il était déjà possible de saisir ce phénomène. *Le Ralliement* se garda bien d'indiquer

³ Page 108, Jeanne Bouvier, Mes mémoires, La Découverte/Maspéro 1983

qu'avant la grève, les ébénistes avaient proposé des rencontres ouvriers/patrons qui furent de faible effet. En masquant cette réalité, il voulait faire croire que le refus du débat social venait des ouvriers. Or, le recours à la grève n'était pas l'objectif premier mais la conséquence du refus patronal de négocier.

Dans le *Bulletin de la Bourse du Travail*, Salomon fera le compte-rendu du Congrès de la Fédération du Livre où il a été délégué. Il mentionne clairement les deux tendances du syndicat : celle de Villeval fils qui est pour la méthode révolutionnaire et l'action directe et celle de Keufer qui est pour la méthode réformiste, tendance qui fait presque l'unanimité des délégués.

D) Juillet – Septembre 1906, grève des tuiliers de Moissac

Elle est évoquée en juillet 1906 dans le *Bulletin de la Bourse du Travail* et concerne la diminution du temps de travail de 12h à 10h. Le 28 juin Barrière était à Moissac. En août on mentionne une circulaire en faveur des tuiliers et les boulangers de Moissac veulent s'organiser. En septembre des chapeliers envoient 20 F pour les tuiliers.

Le temps passant toute la presse locale commence à «oublier» totalement les conflits du travail en conséquence je ne peux rien dire de plus de ce conflit pour le moment.

Quelques leçons de ces conflits

La méthode réformiste

Dès le 9 janvier *L'Indépendant* annonce, sous la signature de J.N. une réunion de la Bourse du Travail « créée récemment grâce à la générosité de Monsieur Capéran [Maire radical de Montauban] et du Conseil municipal, ajoutons pour être tout à fait juste, grâce aussi à la ténacité du citoyen Lacoste et de ses camarades ouvriers ». Il y aurait 300 syndiqués sous la présidence de Samuel Barrier des typographes. La commission des délégués choisira un secrétaire pour cette « organisation prolétarienne » (en fait il n'y aura jamais de président). Le journal souhaite être clair quant à sa position : « Notre concours est acquis tout entier au mouvement syndicaliste ». « Les syndicalistes triompheront parce qu'ils sont le nombre et qu'ils ont le droit et la raison avec eux ». Ce sera le plus long article de l'année sur la dite Bourse du Travail dont le chiffre de membres sera toujours douteux. En 1906, le chiffre donné par le syndicat est de 906 adhérents alors qu'en 1905 *L'Indépendant* parlera de 1500 adhérents ! (voir le rapport de police pour 1907 en annexes).

Au même moment, *Le Ralliement* dénonce en permanence ce qu'il appelle « la gréviculture », « les syndicats rouges » dont le gouvernement serait le soutien : « 1^{er} juillet : Les grèves n'ont jamais été aussi nombreuses et violentes que depuis que le Défroqué [c'est le nom donné à Combes] est au pouvoir. Les grèves méconnaissent de plus en plus les principes de la liberté individuelle ». Des grèves à Brest, Marseille, New York sont mentionnées avec un violent mépris : « La grève modèle, c'est en ces termes élogieux que le Défroqué avait caractérisé les grèves agricoles qui ont désolé le Midi de la France en 1903. Cette année il prend des dispositions pour les empêcher ».

Le 13 décembre contre les grèves agricoles on apprend que le gouvernement envoie les dragons par train (dans le canton de Fleury). Ces grèves agricoles de 1903-1904 sont très bien racontées par Jean Sagnes qui indique : « La détermination des grévistes soutenus par la

présence de Griffuelhes et de Niel, amène les propriétaires non seulement à promettre le réembauchage des ouvriers sans travail, mais surtout à ratifier définitivement les contrats passés plusieurs mois auparavant ⁴». De telles grèves effrayaient les bourgeois d'où sans doute le changement d'attitude de Combes qui refusa d'envoyer les gendarmes en 1903 mais qui les envoya en 1904 (peut-être faut-il prendre en compte le fait qu'en décembre 1903 nous étions proche des municipales de mai 1904 ?).

Cependant, entre les deux stratégies, des ponts existent et sont visibles localement. *Le Ralliement* défend une certaine forme de syndicalisme et le compte-rendu d'une importante réunion avec Keufer est instructif (jeudi 7 juillet 1904). Après avoir reconnu la forte participation ouvrière, voici la note essentielle du commentateur : « *Keufer défend une thèse que nous ne saurions trop approuver car elle montre ce que nous avons toujours préconisé et par la parole et par la pratique [voir l'explication avec la grève des typographes] : il faut des commissions mixtes patrons/ouvriers pour arriver à des accords. Il faut se défendre non par la lutte mais par la confraternité. (...) Il a démontré avec beaucoup de talent que les libertaires ne pouvaient avoir la prétention de refaire du soir au lendemain la société, et que ce changement d'ailleurs ne serait qu'une modification de personnes. Il a ensuite développé la théorie de l'initiative individuelle et corporatiste sans attendre — comme on est trop porté à le faire en France — tout de l'Etat. Il a montré que dans tous les pays environnants, la France a plus que tous, espoir en ses parlementaires* ».

Le 19 juillet, Edouard Forestié, à qui *La Dépêche* reproche une phrase du compte-rendu reconnaît qu'il n'était pas à la réunion Keufer et qu'il a donc publié les notes d'un ami. Il indique alors : « *Désormais nous attendrons la communication du procès-verbal officiel des séances pour insérer quoi que ce soit sur ces questions* ». Or le syndicat ne donnera jamais de procès-verbal donc nous ne connaissons plus de commentaires du journal sur les conférences de la Bourse.

L'Indépendant mit en valeur d'autres éléments de cette conférence de Keufer. Castela le président du syndicat des typographes présenta le responsable du syndicat du Livre qui évoqua la machine et l'exploitation des femmes et des enfants, pour expliquer les pressions sur les salaires exercées par les patrons (le syndicalisme a toujours eu des problèmes avec le travail des femmes). De plus, « *le camarade Keufer met en garde contre les tendances qu'ont certaines organisations à introduire la politique dans les syndicats. Contre la méthode dite directe, préconisée*

⁴ Page 86 *Le mouvement ouvrier en Languedoc*, Jean Sagnes, Privat

par les communistes et les révolutionnaires, il préconise la méthode plus sage et plus sûre poursuivie jusqu'ici par la Fédération du Livre».

Il en appelle à l'installation des prud'hommes à Montauban et ce souhait est voté à l'unanimité.

Pour avoir choisi clairement le syndicalisme modéré, le syndicat des employés de commerce, a l'appui de tous, *L'Indépendant*, *La Tribune*, *Le Ralliement* quand il demande que le commerce soit inscrit dans les compétences des conseils de prud'hommes. Dans *La Tribune* le responsable du syndicat des employés du commerce reçoit en octobre 1904 les éloges suivants : « *M. Causse en dehors de toute préoccupation politique défend les intérêts des employés de commerce avec autant d'intelligence que de dévouement* ». Le dévouement de cet homme consistera à s'indigner que les employés de commerce puissent être écartés de la législation des prud'hommes comme le Sénat persiste à le dire à quelques voix de majorité. Le 19 novembre, une conférence du vice-président du conseil des prud'hommes de Toulouse indiquera que ces tribunaux très anciens composés de pairs ont besoin d'une loi complétée pour se rendre plus conforme aux besoins modernes. C'est le 20 octobre 1904 que la chambre de commerce, par son président Jean Doumerc, donnera le feu vert à la création d'un conseil des prud'hommes à Montauban juste un siècle après la création du premier d'entre eux à Lyon (il s'installera effectivement en 1907).

De son côté *Le Ralliement* indique le 3 décembre : « *Tout à fait d'accord avec le repos hebdomadaire que les employés du commerce demandent au Conseil général. En dehors de toute question religieuse, il a le bon exemple des Anglais* ». Il est évident que les catholiques militants voyaient d'un bon œil la fermeture des magasins le dimanche et le repos pour ce jour là.

Il est donc clair que toute la vie locale pousse les syndicalistes vers la voie du réformisme, une voie vers « un réformisme fort » version parti radical et une voie vers le « réformisme faible » version la droite. Il est évident par exemple que les radicaux attendent que les syndicats se dotent de responsables républicains avant de s'engager dans des financements. Stirman celui qui rédigea au début de *L'Indépendant* une tribune sociale indiquera à la fin 1902 : « *Quoi qu'en dit l'honorable ouvrier, typographe de métier, réactionnaire de profession, qui présidait la réunion de lundi, le syndicat, tout en admettant en son sein les ouvriers sans distinctions d'opinions politiques, doit bien se dire qu'il ne peut rien attendre que des républicains. Qu'ils sachent bien que sous un autre régime que le régime actuel, ils auraient les mains liées et ils seraient dans l'impossibilité totale de s'unir pour améliorer leur sort* ».

En conséquence, dans son étude importante sur le syndicalisme du Tarn-et-Garonne, Patrice Garesio peut noter : « *Aucune voix ne s'élève laissant*

penser à la présence d'un syndicalisme révolutionnaire dans le département »⁵.

Cette double pression réformiste qui fait que tout le monde se trouve d'accord quand il s'agit d'imposer à Montauban l'installation d'un conseil des prud'hommes, ne peut faire oublier cependant le courant révolutionnaire.

La méthode révolutionnaire

C'est ici qu'intervient la phrase en exergue et qui est la seule mention du passage à Montauban de Victor Griffuelhes en octobre 1904. Or, il était le secrétaire général de la CGT, et ne serait-ce qu'à ce titre, il aurait mérité quelques lignes dans la presse locale (Louise Michel y aura droit en janvier 1905). Cependant il est clair que Griffuelhes n'était pas là pour de grands discours mais uniquement pour l'aide concrète à apporter aux militants.⁶ Il aida donc le secrétaire Carrié qui l'invita à parler aux grévistes. Ce simple clin d'œil pourrait arrêter là toute référence au courant révolutionnaire si le même Augustin Carrié n'avait pas permis la présence à Montauban de l'éditeur de Griffuelhes et son complice anarcho-syndicaliste : Hubert Lagardelle⁷.

Dans *L'Action syndicaliste* de Griffuelhes que publie Lagardelle en 1908 nous trouvons une conférence du dirigeant de la CGT datée de juillet 1904 qui donne l'état d'esprit de son auteur à ce moment là. Le point crucial qu'il met en avant (après avoir cité Lagardelle et la juste lutte pour défendre Dreyfus) est celui-ci :

« Cette vie agissante rejette naturellement au loin un tas de formules, de solutions spéculatives ou abstraites, et elle va placer au premier plan, après les avoir extraits des milieux ouvriers, les moyens de lutte qui sont du domaine exclusif de la classe des travailleurs. Mais ces moyens de lutte, à peine indiqués, apparaissent chaotiques, parce qu'inorganisés, incohérents parce que mal perçus encore et partout mal exposés. C'est l'action qui permettra aux militants de mieux concevoir l'usage de ces moyens de lutte ; elle les obligera à mieux les préciser ; et les comprenant davantage, chacun d'eux sera plus apte à les faire connaître. Je dis faire connaître, non qu'il s'agisse d'enseigner des modes d'action, mais parce qu'il faut bien exposer et leur raison d'être, c'est-à-dire leur origine, et leur justification, c'est-à-dire leur emploi. Le

⁵ Page 15 de son mémoire de maîtrise.

⁶ La raison de ce travail tient beaucoup à la brochure de Hubert Delpont Victor Griffuelhes, un Lot-et-Garonnais fondateur de la CGT publié en 1983.

⁷ Voir Jean-Paul Damaggio, 1905-1906 La révolte cléricale en TetG, 2005 auto-édition.

rôle du militant n'est-il pas de tirer de la pratique ouvrière une indication donnant à son activité le relief et l'autorité qu'elle exige ? ».

A partir de là on comprend le passage de Griffuelhes à Montauban : il veut aider l'action et apprendre de l'action. C'est par l'action que se construit l'avenir. Comme son ami Lagardelle⁸ passera à Montauban en 1906, on peut lire des similitudes entre eux, mais aussi des différences. En 1906, le contexte fait que nous aurons à la fois un compte-rendu de la conférence de Lagardelle (en bonne place dans *Le Bulletin de la Bourse du Travail*) et la preuve que bien des entraves furent mises à son organisation. Les voix révolutionnaires étaient faibles mais présentes.

Malheureusement, les sources disponibles ne permettent que de les deviner dans les interstices du mouvement social. Lagardelle directeur du Mouvement socialiste qui devait être à Agen le 21 janvier, y sera le 18 février, et le 4 avril à Montauban, à la salle de la mairie. Curie préside avec Barrier des typographes, Gouffé des plombiers-zingueurs et Barrière des ébénistes. Lagardelle dira : « Le socialisme réside entièrement dans le syndicalisme » mais il parle à la mairie et ne peut donc écarter totalement les acquis apportés par la voie électorale. « Ce qui est le plus efficace : l'action directe ». Il est partisan de la lutte des classes et de la grève » et « l'objectif c'est la propriété commune collective ». Il y a cependant une différence avec les idées de Griffuelhes quand il montre l'efficacité de l'action en faisant référence à deux nouvelles lois positives arrachées au pouvoir par la lutte : celle de 1904 qui abroge les bureaux de placements payants et qui est le résultat d'une lutte, et celle de 1906 qui décide que les différends qui ne sont pas réglés par les prud'hommes sont renvoyés aux tribunaux civils et non au tribunal de commerce. Pour Griffuelhes, il n'y a rien à attendre des lois.

Ce discours de Lagardelle nettement anarcho-syndicaliste prononcé devant 400 personnes ne soulèvera pas la colère des participants. Dans la ville, certains diront que le syndicalisme local est devenu politique alors que la conférence visait à expliquer que, pour le syndicalisme, il ne fallait rien attendre de la politique !

Pour Keufer, il y avait 600 personnes et 400 pour Lagardelle. On peut penser que sur Montauban il y a trois courants : 200 personnes pour l'anarcho-syndicalisme, 200 pour le réformisme et 200 qui hésitent penchant plutôt pour le réformisme. C'est vrai, à la fin, l'assemblée ne votera pas les félicitations à l'orateur, mais plus modestement, « les présents s'engagent à mettre à profits ses réels enseignements sur le syndicalisme et le socialisme ». Un punch clôt la soirée ... et la vie de

⁸ En 1940 Lagardelle deviendra un complice de Pétain.

Lagardelle à Montauban. Satisfait sans doute de sa journée, il proposera en août de revenir faire une conférence (il est en vacances à côté de Montauban) mais il n'aura pas de réponse. Il est évident que les autorités auront fait la leçon à Carné « pas d'anarcho-syndicalistes chez nous ». En déduire que, parmi les travailleurs, le débat n'existe pas, ça me paraîtrait injuste.

Hubert Lagardelle avait des parents originaires du Gers et il était natif de Toulouse tandis que Griffuelhes était natif de Nérac. Hubert Lagardelle venait du courant politique et de la classe intellectuelle (il participa à de grands débats avec Jaurès au sein du PS) pour dire que la révolution était seulement dans le syndicalisme, alors que Griffuelhes, s'il fut blanquiste un moment, resta sa vie durant, un syndicaliste.

Le Tarn-et-Garonne n'enverra pas de délégué au Congrès d'Amiens mais un compte-rendu sera publié sous forme d'une lettre de Liochon partisan de la méthode réformiste qui s'inquiète du coup porté aux Bourses puisqu'il est demandé d'organiser partout des Unions départementales des syndicats. La Bourse veille bien à se démarquer de l'anarcho-syndicalisme et, sur un autre point, se demande si les cantonniers et métallurgistes de Castelsarrasin finiront par la rejoindre.

Il n'est pas inutile de bien préciser que Lagardelle finira comme ministre du travail de Pétain alors que Griffuelhes soutiendra les débuts de la révolution russe avant de décéder en 1922 d'une maladie qui était peut-être celle qui frappa son frère en 1906 : la tuberculose. Je précise qu'à mes yeux il y a entre les positions de Lagardelle en 1906 et les siennes en 1940 une part de trahison, certes, (l'abandon de la lutte des classes par exemple), mais aussi une part de continuité (la méfiance envers la démocratie et la politique dite parfois politicienne).

En 1906, aux élections municipales de Toulouse c'est la victoire socialiste avec parmi les élus 6 syndicalistes : 3 typographes, 1 cheminot, 1 maçon et 1 ébéniste. Les liens syndicalisme-politique ont toujours été visibles par la présence de syndicalistes parmi les élus. Et réciproquement, parmi les élus, certains avaient la fibre syndicale : Gibily conseiller général de Lavit est félicité car il a fait passer un vœu au Conseil général en faveur de la fermeture des magasins le dimanche.

Conclusion

Quelle métaphore utiliser pour établir un lien entre les grands moments de la lutte syndicale et les faits de moindre importance ? Evoquer les grandes grèves comme étant la partie visible d'un iceberg me paraît une métaphore trop statique. Mais dire que les mêmes grèves sont le moteur d'un train qui entraîne les wagons de milliers d'autres luttes, c'est trop mécanique. Une chose est sûre : les grandes grèves ne sont pas un coup de tonnerre dans un ciel serein.

Faut-il évoquer les petits ruisseaux qui font les grandes rivières, une vision optimiste de la lutte des classes ? Le voyage révolutionnaire de Griffuelhes montre très bien les reculs que le mouvement ouvrier peut enregistrer très rapidement et très fortement.

Je ne cherche pas, par ces quelques mots, à légitimer mon travail qui a porté sur de petites grèves de petits syndicats, dans de petites villes. En 1904, Montauban n'est plus la ville industrielle de 1789: chef-lieu d'un département sans unité, la ville est un simple bourg semi-rural. Le syndicalisme, conditions objectives obligent, est un syndicalisme de petites corporations (pour les métaux par exemple on compte : zingueurs, plombiers, ferblantiers, chaudronniers, forgerons en voiture, mécaniciens, serruriers). Paradoxalement, le syndicalisme ouvrier modeste se trouve dans les petites villes voisines de Caussade, Grisolles, Montech. Pour Castelsarrasin, qui a l'entreprise industrielle phare, Cégédur, une usine métallurgique, le syndicalisme y fera une apparition encore plus tardive⁹. Comment s'établit le lien social entre toutes les luttes ?

Nous avons constaté la forte présence du rapport à Toulouse. L'histoire du syndicalisme local plus que l'histoire de la politique locale est marquée par la solidarité géographique. Mais comme le démontre parfaitement bien Griffuelhes c'est l'action elle-même (et les réactions qui s'en suivent) qui donne sa forme au syndicalisme local. Y aurait-il alors des graines syndicales semées un peu partout (de par l'histoire et en particulier l'histoire des Compagnons) qui donneraient plantes différentes suivant la nature du terrain où elles ont germé ? Je pense que cette image classique peut clore l'état de ma réflexion à cette date : 30-09-2006

⁹ 8 Jean-Paul Damaggio, Luttés ouvrières à Castelsarrasin 1912-1914, 1996 (j'y raconte les deux puissantes grèves de 1912 et 1914)

Annexes

Annonces des réunions à la Bourse <i>dans Le Ralliement - 1904</i>	
2 - 07	Peintres
2 - 07	Ebénistes
21 - 07	La Bourse
23 — 07	Garçons coiffeurs
8 - 08	Conférence Lucas
9 - 08	Garçons coiffeurs
24 - 08	Garçons coiffeurs
26 - 08	Menuisiers (texte reçu trop tard)
30 — 08	Garçons coiffeurs
2 - 09	Ouvriers métallos
3 - 09	Employés du commerce
6 - 09	Garçons coiffeurs
10 - 09	La Bourse
11 - 09	Employés de commerce, tombola
16 - 09	Ebénistes
20-09	Garçons coiffeurs
24 - 09	La Bourse
30 — 09	Les typographes
11 - 10	Garçons coiffeurs
14 - 10	La Bourse
28 - 11	Conférence sur l'hygiène
1 - 12	Ouvriers maçons
9 — 12	La Bourse
14 - 12	Garçons coiffeurs, une tombola

Annonces des réunions à la Bourse dans <i>La Dépêche</i> 1904	
3 - 09	Métallos
3 - 09	Employés du commerce
6 - 09	Coiffeurs
10 - 09	La Bourse
11 - 09	Employé de commerce
12 - 09	Garçons coiffeurs
20 - 09	Garçons coiffeurs
30 - 09	Les typographes
4 - 10	Garçons coiffeurs
6 - 10	Employés du commerce
7 - 10	La Bourse
10 - 10	Garçons coiffeurs
18 - 10	Les coiffeurs
2 - 11	Menuisiers
3 - 11	Bourse
4 - 11	Garçons coiffeurs
12 - 11	La Bourse
16 - 11	Conférence prud'hommes
22 - 11	Coiffeurs
24 - 11	Conférence Douyau
1 - 12	Maçons
2 - 12	Repos hebdomadaire
3 - 12	Coiffeurs (tombola)
6 - 12	Coiffeurs
7 - 12	Menuisiers
9 - 12	Maçons

Les membres et l'estomac **La Fontaine**

Je devais par la Royauté
Avoir commencé mon Ouvrage.
A la voir d'un certain côté,
Messer Gaster en est l'image.

S'il a quelque besoin, tout le corps s'en ressent.
De travailler pour lui les membres se lassant,
Chacun d'eux résolut de vivre en Gentilhomme,
Sans rien faire, alléguant l'exemple de Gaster.
Il faudrait, disaient-ils, sans nous qu'il vécût d'air.
Nous suons, nous peinons, comme bêtes de somme.
Et pour qui ? Pour lui seul ; nous n'en profitons pas :
Notre soin n'aboutit qu'à fournir ses repas.
Chommons, c'est un métier qu'il veut nous faire apprendre.
Ainsi dit, ainsi fait. Les mains cessent de prendre,
Les bras d'agir, les jambes de marcher.
Tous dirent à Gaster qu'il en allât chercher.
Ce leur fut une erreur dont ils se repentirent.
Bientôt les pauvres gens tombèrent en langueur ;
Il ne se forma plus de nouveau sang au cœur :
Chaque membre en souffrit, les forces se perdirent.

Par ce moyen, les mutins virent
Que celui qu'ils croyaient oisif et paresseux,
A l'intérêt commun contribuait plus qu'eux.

Ceci peut s'appliquer à la grandeur Royale.
Elle reçoit et donne, et la chose est égale.
Tout travaille pour elle, et réciproquement
Tout tire d'elle l'aliment.
Elle fait subsister l'artisan de ses peines,
Enrichit le Marchand, gage le Magistrat,
Maintient le Laboureur, donne paie au soldat,
Distribue en cent lieux ses grâces souveraines,
Entretient seule tout l'Etat.

Ménénius le sut bien dire.
La Commune s'allait séparer du Sénat.
Les mécontents disaient qu'il avait tout l'Empire,
Le pouvoir, les trésors, l'honneur, la dignité ;
Au lieu que tout le mal était de leur côté,
Les tributs, les impôts, les fatigues de guerre.
Le peuple hors des murs était déjà posté,
La plupart s'en allaient chercher une autre terre,
Quand Ménénius leur fit voir
Qu'ils étaient aux membres semblables,
Et par cet apologue, insigne entre les Fables,
Les ramena dans leur devoir.

Note explicative :

Avec les quatre premiers vers nous avons une entrée en matière décisive. Cette fable est du livre III qui n'a pas commencé par un éloge de la Royauté dont l'Estomac est, d'un certain côté, l'image. (Messer Gaster, ça veut dire Monsieur l'Estomac terme plus clair dans le titre). Le vers crucial est « à la voir d'un certain côté ».

Donc on a l'image du corps dont les bras cessent le travail (comme les gentilshommes qui chôment) et le résultat ne se fait pas attendre : « les forces se perdirent ». Donc « celui qu'ils croyaient oisif et paresseux à l'intérêt commun contribuait plus qu'eux ».

On comprend pourquoi Edouard Forestié utilise la fable : les patrons qu'on croit oisifs travaillent pour l'intérêt commun.

Mais La Fontaine n'arrête pas là la fable. Du corps, il passe à la grandeur Royale. Elle fait tout pour le pays et reçoit peu en récompense. Le texte est écrit après la Fronde d'une partie de la noblesse qui ne veut plus payer d'impôt à Colbert pour le bénéfice de l'Etat.

Pourquoi faut-il un troisième cas avec Ménénus ?

Ménénus est un consul romain 300 ans avant Jésus Christ. Il aurait réconcilié la plèbe lourdement endettée, retirée sur le mont Aventin, et le Sénat grâce à son apologue les membres et l'estomac.

Car il permet de réintroduire le rôle de celui que nous appellerions l'intellectuel.

La Fontaine voulait-il prouver qu'il pouvait réconcilier les deux parties ? Voulait-il seulement prouver qu'il pouvait lui aussi écrire un équivalent à l'apologue remarquable parmi les fables ? Je veux dire : s'agissait-il d'un défi seulement poétique ?

En renvoyant dos à dos, les membres et l'estomac voulait-il se permettre la critique maximum du roi qui lui était autorisée ? (lui qui s'était déjà permis de ne pas honorer le roi au début de son livre).

Pour nous, la question est la suivante : la classe ouvrière est-elle liée aux capitalistes, comme les membres à l'estomac, ou comme le peuple au Sénat de Rome ?

Le peuple et le Sénat forment un tout (la société et ses représentants) ; les membres et l'estomac forment un tout (le corps). Les ouvriers et les patrons ne sont qu'une partie (la production). Mais, pour Griffuelhes et les anarcho-syndicalistes, les ouvriers et les patrons forment un tout car la production est le tout de la société. Ce qui nous renvoie à la Charte d'Amiens : « Le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale ». En fait, la disparition des capitalistes permettrait aux producteurs de devenir le tout social. Ce qui place le travail au cœur de la société et non comme simple membre de la société.

Autour de ce débat retrouve-t-on l'affrontement entre lutte et conciliation cher à Griffuelhes ? On comprend pourquoi Edouard Forestié fait référence à cette fable : il veut la conciliation mais comment est-elle possible entre le chat et la souris ? Il existe aussi la métaphore de la tête et les jambes. Pour Griffuelhes la main à une mémoire, la main qui travaille sait avant la tête un certain nombre de choses. Donc entre la tête et les jambes, un symbole de la hiérarchie, le lien n'est pas, lui non plus, évident.

En réalité dans la réflexion syndicaliste il y a rupture entre la fonction pratique du patron et son statut économique. Mais ce serait un autre livre que d'aller plus loin dans la réflexion.

Evocation d'Augustin Carrié

Augustin Carrié fut un des militants au cœur de la création du syndicalisme tarn-et-garonnais. Pour le moment il m'est impossible de donner ses dates de naissance ou de décès. Dans la seule et belle étude sur le sujet Patrice Garesio le présente ainsi :

« Typographe, militant syndical, il fut secrétaire de la Bourse du Travail de Montauban de sa création le premier janvier 1904 jusqu'à la première guerre mondiale. Il oriente la Bourse dans un sens modéré et réformiste tout au long de son mandat. Participe à la grève des typographes de Montauban en 1905, un échec qui permit tout de même de créer une imprimerie coopérative ouvrière. Assiste comme délégué de la Bourse au 11^{ème} Congrès de la CGT et à la conférence des Bourses du Travail à Toulouse du 3 ou 10 octobre 1910. Il disparaît de la vie syndicale après la déclaration de guerre ».

Quelle différence entre la CGT et les Bourses du Travail ? En 1906, avec la Charte d'Amiens, la CGT est à un premier tournant de son histoire. Avant cette date, le syndicalisme, né à la base, s'organisait de différentes manières suivant les lieux, les métiers et les conflits. En Tarn-et-Garonne le syndicalisme naîtra d'une grève des typographes en 1888 ; la grève de 1905 s'inscrit dans une histoire locale déjà riche car si le syndicalisme des typographes est réformiste, il se trouve aussi qu'il est très bien organisé (les grévistes reçoivent pendant plusieurs mois l'équivalent du salaire perdu) et donnera naissance à ce qu'on appelle encore aujourd'hui « le puissant syndicat du Livre ».

Quand apparaît la Bourse du Travail de Montauban en 1904, après deux années de lutte pour sa mise en place, c'est la concrétisation d'un syndicalisme de « services » : aider les ouvriers à trouver un emploi, à se former, à se rencontrer, à créer des coopératives, à accéder à la culture et à s'organiser. La subvention du Conseil général radical sera un atout important de cette organisation : tant qu'elle sera versée l'organisation

pourra publier un journal qui sera le premier journal ouvrier du département.

La Charte d'Amiens va permettre une rencontre entre le syndicalisme de lutte des classes de la CGT et l'expérience des Bourses du Travail. Autant dire que le Conseil général du 82, va cesser de financer la Bourse du Travail quand elle se rapproche de l'orientation CGT (en 1912), à un moment, il est vrai, où le mouvement syndical perd de son dynamisme.

Augustin Carné s'inscrit dans le courant réformiste, mais dans le cadre d'un débat large public qu'il organise avec le syndicalisme de Montauban, et qui rassemble autant de présents quand c'est un anarcho-syndicaliste qui vient défendre ses thèses que quand c'est un réformiste. La liste des grèves de l'année 1905-1906 est impressionnante même en Tarn-et-Garonne. Il s'agit d'un courant mondial initié par le syndicalisme des USA autour d'une revendication, la journée de 8 heures, et autour d'une forme d'action : les syndicalistes annoncent que sans attendre une loi, à partir du premier mai 1906, d'eux-mêmes, ils ne travailleront que 8 heures. Dans ce contexte Augustin Carné est montré du doigt. Dans La Tribune, le journal centriste il est présenté ainsi :

« L'intéressant Carné, secrétaire appointé de la Bourse dite du Travail, continue sa propagande politique. Il a fait annoncer une conférence syndicalisme et socialisme. Autrefois, dans les syndicats, on laissait aux politiciens le soin de parler réaction, opportunisme, et socialisme. On s'occupait exclusivement de questions professionnelles et les ouvriers ne s'en portaient pas plus mal, au contraire ». Bien sûr, La Dépêche parle « du sympathique Carné ». Il se trouve que la conférence en question d'Hugues Lagardelle visait à démontrer que le syndicalisme devait se tenir loin de la politique.

Les reproches viendront petit à petit des radicaux. Un conseiller municipal de Montauban au moment de voter la subvention à la Bourse du Travail s'y refuse car « il s'insurge contre l'ingérence politique de ce groupement subventionné par la ville, vu l'attitude de Carné qui fait des réunions aux côtés des professionnels de l'agitation révolutionnaire et qui s'en va pérorer dans les réunions publiques ».

Augustin Carné sera toujours au centre des polémiques touchant au syndicalisme. Trop révolutionnaire pour les modérés, trop modéré pour les révolutionnaires, son combat démontre que les politiciens aiment surtout les ouvriers refusant toute forme d'intervention autonome (cette démarche autonome est aussitôt qualifiée d'anarchiste même si elle est mise en œuvre par un réformiste).

Avec la montée des tensions, Augustin Carné devient « le vice-roi de Montauban, grand-maître des cérémonies à la Bourse du Travail qui gagne un peu plus de 100 F avec logement, chauffage et éclairage. Encore un de ces bons réactionnaires qui trouvent que le socialisme a du bon ».

Cependant le syndicalisme décline à partir de 1908 si bien que pour une conférence il est indiqué : « Vu l'importance de cette réunion, tout syndiqué absent pour des motifs autres que ceux de maladie, congé, service, sera proposé pour une amende de 80 centimes » (l'entrée au stade pour un match de rugby d'alors était de 50 centimes).

Etat du syndicalisme tarn-et-garonnais en juin 1907 pour le commissaire de police

Nom du syndicat	Nombre d'inscrits	Paient la cotisation	Cotisation mensuelle de	Nom des responsables
Bâtiment-charpentier	64	55	0,40	Vidal-Pellet
Ebénistes	76	48	0,40	Laganne-Carbonnel
Commerce	38	7	0,50	Dubuc-Caralp
Maçons	58	32	0,50	Touyé-Cuzard
Metallurgistes	45	34	0,50	Abès-Aynard
Peintres	32	28	0,60	Malpel-Gaudes
Plâtriers	22	18	0,30	Salomon-Dompeyre
Typographes	19	19	2,50	Barrier-Carrié
Plombiers	28	24	1	Pécontal-Gouffé
Coiffeurs	37	18	0,50	Barthès-Valade
Boulangers	72	41	1	Viguié-Brel
Cordonniers	24	16	0,30	Lefranc-Couderc
Cheminots	150	65	1	Molinié-Lagère
Tuilliers Moissac	24	18	1	Champié
Boulangers Moissac	26	22	1	Boel
Metallos Moissac	14	14	1	Castan-Penchenat
Chapeliers Caussade	90	65	1	Pfiffer-Foissac
Total				

D'après le recensement de 1906 de Grisolles

Situation dans la fabrication des balais

Lieux de naissance

Deux étrangers : un espagnol et une italienne.

La grande majorité sont natifs de Grisolles : 167

Les autres ouvriers et ouvrières sont des environs.

Aucamville 1 Bouloc 1 Burgaud 1 Campsas 4 Canals 2 Castelnaud
d'estretfonds 3 Castelsarrasin 4 Cazes Mondenard 1 Comberouger 1
Cordes 1 Finhan 1 Fronton 2 Ginals 1 Grenade 1 Merville 1 Monbéqui 1
Saint Croix 1 Montastruc 2 Montbartier 1 Ondes 1 Pompignan 3 Saint
Sardos 1 St Marthory 1 Toulouse 4 Verdun 9

Place dans les entreprises

Boutines 30

Coopérative 79

Déjean 28

Granet 8

Ibres 16

Massot 28

Miaille 10

Raymond : 11

Nombre d'employés : 210 dont 100 femmes.

Il s'agit donc de petites unités avec pour Massot une réunion de deux entreprises mais il manque les données liées au monde agricole où il avait semble-t-il des propriétés et des ouvriers sans doute pour produire le sorgho.

Pyramide des âges :

1840-1850: 12

1850-1860 : 24

1860-1870 : 35

1870-1880: 55

1880-1890: 67

+ 1890 : 23

On constate que les moins de 16 ans étaient relativement nombreux.

La tranche d'âge la plus forte est entre 16 et 26 ans.

Source Archives départementales du TetG

10 M 1415 Liasse sur les syndicats dans leur relation avec le Conseil Supérieur du Travail

6 M 204 Recensement Grisolles 1906

3M 3005 Municipales partielles pour Grisolles 1903
4M 368-368 Rapports commissaires de police
4M 548 552 550 Notices associations

Br 1263 Charte syndicale des ouvriers en balais de Grisolles
BIB 3157 Sur Grisolles, une monographie du Chanoine Hugues Bayles curé de Grisolles de 1888 à 1909 et qui est publiée en 1941.
Né en 1832 à Moissac, en 1906 il vivait à Grisolles avec sa soeur Elisabeth née en 1840 et leur domestique Marie Salby de Castelsarrasin et née en 1864. Il avait 71 ans au moment des grèves et on a noté comment il se trouva au coeur d'une polémique avec La Dépêche

Sources journaux : (le numéro c'est la côte aux archives du Tarn et Garonne)

L'Indépendant, Journal de la démocratie, (radical) 1

Le Républicain (devient plus à gauche en 1904) 3

La Croix du Tet G (journal catholique) 4

La Feuille villageoise (journal de Moissac) 5

Le Ralliement organe quotidien de défense sociale et religieuse? (droite et royalistes)

La République de Tarn et Garonne (Moissac) 8

La Tribune (centriste) 9

La Dépêche (radical) 360 (pour La Dépêche parfois la bonne édition n'est pas aux archives)

Autres journaux de droite Le Télégramme, Le Courrier qui disparaît en 1904, Le Nouvelliste, La Liberté qui naît en 1903

Bulletin Officiel de la Bourse du Travail

Sources livres :

Patrice Garesio, Le mouvement syndical en TetG de 1904 à 1947
Mémoire de maîtrise octobre 1997.

Jean-Paul Damaggio, La syndicalité, essai sur le syndicalisme à partir de son histoire dans le TetG 1888-1988 Auto-édition 1989.

Hubert Delpont, Victor Griffuelhes un Lot-et-Garonnais fondateur de la CGT, 1983.

Vincent Griffuelhes, L'action syndicaliste

Vincent Griffuelhes, Voyage révolutionnaire